

D. ... dans l'exercice de ses fonctions?—R. M. Bennett pouvait parfaitement, s'il le désirait, envoyer M. Herridge en Angleterre plaider pour le gouvernement au cours de son voyage de noces, le faire plaider et le maintenir, à discrétion, dans cet emploi à même les fonds publics. Mais la prétention que les frais de voyage de Mme Herridge étaient partiellement payés à même les fonds publics serait absolument erronée et tout à fait mal venue, et cette prétention n'a jamais été formulée.

D. Voudriez-vous nous dire ce qui vous a fait porter cette accusation?—R. Je serai franc avec vous. J'ai lu le discours de la grande trahison prononcé par le premier ministre à Régina—il n'était pas alors premier ministre—et sa déclaration à l'effet que Judas n'a pas pris neuf ans pour trahir. Ce discours me parut si renversant que les relations cordiales qui avaient toujours existé entre nous deux subirent une éclipse en moi, et je me dis qu'un langage si énergique méritait une réplique du même calibre. Bien que je sois tout disposé à admettre que depuis que M. Bennett est premier ministre son attitude a été digne et qu'il a surveillé et pesé même ses paroles. J'ai agi en grande partie par suite de l'extravagance du gouvernement et je me suis laissé aller à affirmer qu'on se trouvait, en l'espèce, en face d'un acte de népotisme où le favoritisme s'ajoutait à l'extravagance. Voilà ce qui m'a passé par la tête, monsieur le président.

D. Vous cherchiez à vous venger sur lui de son discours de Régina?—R. Non.

D. Non?—R. Non. Il me sembla qu'il y avait là matière à intéresser mon auditoire. Je croyais avoir obtenu mes renseignements de sources dignes de foi. En effet, j'avais entendu des conversations à ce sujet dans des clubs, sur les trains et ailleurs dans la bouche d'avocats éminents, et j'ai été fort surpris, en fait, je suis resté abasourdi le jour où je constatai que tout cela ne reposait sur rien.

*M. Duff:*

D. Et vous avez saisi la première occasion de vous rétracter?—R. J'ai saisi la première occasion de faire ce qu'il importait de faire.

*Le président:*

D. Vous voudrez bien reconnaître que dans les circonstances vous étiez tout disposé à causer à M. Bennett tout le mal que vous pouviez?—R. Non.

D. Sur le terrain politique?—R. Non, pas du tout. Je ne demandais, comme je l'ai fait pendant trente ans, qu'à agir de façon équitable, et ce que j'ai dit à propos du major Herridge je l'avais appris, à ce que je pensais...

D. Ne vous imaginez pas que je croie à un désir de votre part de vous montrer injuste.—R. Tout provient de cette affaire du *Globe* qui, de tout mon discours ou à peu près, n'a cité que trois ou quatre lignes. Voilà tout.

D. Autre chose. Je compte que vous conviendrez avec moi, et je crois que vous allez en convenir...—R. Je suis de votre avis sur bien des points, monsieur le président.

D. Vous avouerez qu'une telle accusation demande une très grande prudence?—R. Mes paroles ne sont pas celles que le *Globe* a publiées. Par ailleurs, j'ai fait comme font, j'imagine, tous les orateurs parlant en public dans l'Ontario et dans tout le Canada; je me suis documenté à des sources dignes de foi, celles que je viens de vous citer, je veux dire les journaux et surtout les dépêches de la *Canadian Press*. Impossible d'éplucher tous les statuts, de scruter tous les arrêtés ministériels et tous les billets qui s'achètent.

D. Vous aviez en mains un certain nombre de ces extraits de journaux qui vous avaient fourni les renseignements que vous avez rendus publics à ces assemblées?—R. Voici, je ne saurais affirmer que tout m'est venu des journaux. Je fis en sorte de faire confirmer ou compléter ce que disaient ces derniers. Ce qui